



21

# Améliorer la sécurité humaine en Afrique

Rapport annuel 2021

**L'Institut d'études de sécurité établit  
des partenariats pour consolider les  
savoirs et les compétences en vue  
d'un meilleur futur pour l'Afrique**

# Table des matières

Un engagement pour que l’Afrique réalise son potentiel.....	2
Trois décennies de pertinence et d’impact .....	4
Futurs africains.....	6
L’Afrique dans le monde .....	8
Sécurité maritime .....	10
Gouvernance, paix et sécurité .....	12
Criminalité, justice et prévention de la violence.....	18
Prévention et répression de l’extrémisme violent .....	24
Communication .....	30
Ressources humaines et finances .....	32
Partenaires de développement.....	33
États financiers.....	34
Conseil d’administration et conseil consultatif de l’ISS.....	36



# Un engagement pour que l'Afrique réalise son potentiel

Les analyses de l'ISS et sa capacité de discussion avec les décideurs de l'ensemble du continent africain permettent la prise de mesures rapides et une planification efficace de la sécurité humaine

L'Institut d'études de sécurité (ISS) a fêté ses 30 ans en 2021, qui a également marqué la première année de son ambitieuse stratégie 2021–2025.

Les sociétés africaines ont continué à faire face aux conséquences de la longue période de COVID-19, qui a encore éloigné le continent de ses objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Toutefois, c'est avec le regard tourné vers l'avenir et nos 30 prochaines années que nous avançons, en nous adaptant et en faisant preuve de résilience, tout en réaffirmant notre engagement pour l'Afrique et notre confiance dans son potentiel.

## **Une réponse pragmatique à la multiplication des coups d'État**

L'Afrique présente d'immenses perspectives économiques qui doivent néanmoins cohabiter avec de graves menaces pour la sécurité humaine. Alors que plusieurs coups d'État en Afrique de l'Ouest ont rappelé l'année dernière la fragilité de la gouvernance démocratique, l'ISS a présenté sa dynamique politique et a formulé des recommandations sur les réponses pragmatiques à apporter. Grâce à la mobilisation de financements, la mise en œuvre d'approches fondées sur des données probantes et la planification d'une transition juste en Afrique, nous avons intensifié notre travail sur la gouvernance des risques liés au changement climatique. Notre nouvelle initiative « L'Afrique dans le monde » défend la position du continent sur les questions de sécurité humaine à l'échelle internationale.

À travers notre partenariat avec la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), nous avons apporté notre soutien à la mise en place de la stratégie de stabilisation régionale des zones affectées par l'extrémisme violent dans la région du bassin du lac Tchad, promue par l'Union africaine (UA) et la CBLT. L'ISS a également aidé l'UA à affiner son plan ambitieux visant à faire taire les armes en Afrique d'ici à 2030.

## **Alors que de nouveaux acteurs étatiques et non étatiques cherchent à développer leurs intérêts en Afrique, l'ISS conservera une longueur d'avance**

Nous avons aidé la Communauté de développement de l'Afrique australe à élaborer une stratégie contre la criminalité organisée et les forces de police d'Afrique de l'Est à mettre au point un protocole de lutte contre le vol de bétail. Notre travail sur la prévention de la violence permet également de développer les programmes de parentalité en Afrique du Sud.

## **Propagation de l'extrémisme violent**

De nombreuses régions du continent sont toujours confrontées à des défis prolongés, complexes et interconnectés en matière de sécurité et de gouvernance, exacerbés par les inégalités et la pauvreté. Grâce à son expertise dans les domaines



## L'Afrique peut réaliser son potentiel, et l'ISS est fier de contribuer à cet effort

Fonteh Akum, directeur exécutif de l'ISS

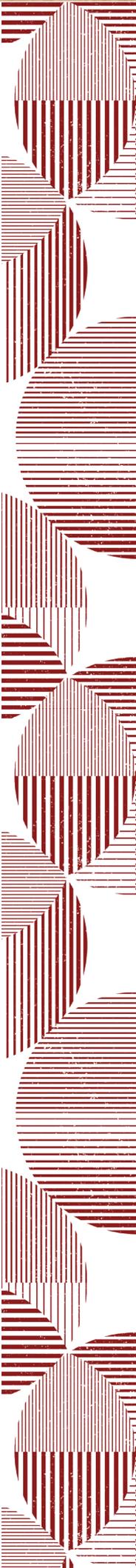


de la sécurité maritime et de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, l'ISS est devenue une référence incontournable pour planifier les réponses à apporter à l'insurrection de Cabo Delgado au Mozambique. En Afrique de l'Ouest, nous avons rendu compte de l'impact de l'extraction illicite d'or et travaillé en collaboration avec le Centre des hautes études de défense et de sécurité du Sénégal afin de mettre en place des réponses rapides pour lutter contre les menaces liées à l'exploitation aurifère.

Avec le soutien constant de nos partenaires de développement, de notre personnel, de notre

conseil d'administration et de notre conseil consultatif, nous donnerons la priorité à des stratégies préventives pour la construction d'une Afrique en paix et prospère. Le coût de l'inaction est souvent trop élevé. La croissance et la stabilité ne dépendent pas uniquement d'une meilleure gouvernance, mais également de la capacité de l'Afrique à se relever du COVID-19 et à résister aux vents contraires de l'économie mondiale. Le continent peut réaliser son potentiel, et l'ISS est fier de contribuer à cet effort.

**Fonteh Akum**  
**Directeur exécutif de l'ISS**





# Trois décennies de pertinence et d'impact

Depuis 30 ans, l'expertise de l'ISS facilite la planification de la sécurité humaine par les gouvernements africains et les partenaires de développement

Fondé en Afrique du Sud en 1991, l'ISS, à l'origine un modeste groupe de réflexion, est devenu une organisation panafricaine renommée. Diplomates, politiques, acteurs du maintien de la paix, conseillers et militants : toutes et tous font confiance aux experts de l'ISS, répartis dans 20 pays, pour leur fournir des analyses fondées sur des données probantes qui les aident à élaborer et planifier leurs politiques.

L'ISS a toujours privilégié les intérêts de l'Afrique. Son travail sur le terrain fait entrer les réalités des populations locales dans les salles de réunion ; ses recherches et ses conseils stratégiques répondent aux priorités et aux défis du continent. L'ISS est ainsi devenu l'une des premières sources d'information pour les partenaires continentaux et mondiaux. L'institut promeut les points de vue africains sur les questions internationales et porte une voix authentique de l'Afrique sur la scène mondiale.

Au cours des trois dernières décennies, l'ISS a montré le rôle primordial que joue la société civile africaine pour amener les gouvernements à rendre des comptes. L'institut a souligné l'importance d'une bonne gouvernance et aborde des questions aussi variées que la prévention de la violence, les mouvements migratoires, le développement économique, le changement climatique et la sécurité numérique.

Si certains de nos travaux ont un fort retentissement, l'ISS œuvre également depuis toujours en coulisses pour fournir des conseils pragmatiques et un soutien à la société civile, aux gouvernements, aux organismes régionaux et aux partenaires internationaux. D'une

indépendance immuable, l'institut a pour stratégie de développer des partenariats avec les gouvernements et la société civile. Pour son fondateur, Jakkie Cilliers, les organisations telles que l'ISS sont aussi indispensables aujourd'hui qu'il y a 30 ans. « Nous actualisons constamment notre compréhension de la sécurité humaine et des dynamiques en jeu, en travaillant de l'intérieur pour livrer une analyse indépendante. »

L'ISS apporte une rigueur intellectuelle et des

## **L'ISS est reconnu dans le monde entier comme la référence africaine incontournable en matière de sécurité humaine**

compétences pratiques pour aider ses partenaires à mettre en œuvre leurs politiques et leurs stratégies. Depuis 1991, l'organisation a formé des milliers de personnes en Afrique, notamment des journalistes, des acteurs du maintien de la paix, des policiers et des procureurs.

L'ISS n'a connu que trois directeurs exécutifs en 30 ans, une stabilité dont l'organisation a su tirer avantage. Jakkie Cilliers a passé la main à Anton du Plessis en 2015, et depuis janvier 2021, l'institut est dirigé par Fonteh Akum. Des finances saines ainsi que des systèmes de gestion et de gouvernance solides ont contribué à la résilience et à la pérennité de l'ISS.

- 1991 : L'ISS voit le jour
- 1996 : Début du programme de formation pour la paix (Training for Peace, TFP)
- 1998 : Nomination du conseil d'administration  
Ouverture d'un bureau au Cap
- 2004 : Mise en place du conseil consultatif
- 2005 : Ouverture des bureaux de Nairobi et d'Addis-Abeba
- 2006 : Début des travaux sur la lutte contre le terrorisme
- 2007 : Début des travaux sur les armes de destruction massive
- 2008 : Élu meilleur think tank d'Afrique subsaharienne  
Début des travaux sur la justice internationale
- 2009 : Lancement du Forum des partenaires
- 2010 : Ouverture du bureau de Dakar  
Lancement du Crime Hub en Afrique du Sud
- 2011 : Début des activités du programme « Futurs africains »
- 2014 : Signature du protocole d'accord entre l'UA et l'ISS  
Début des activités de l'équipe de communication

Au cours des premières années, l'ISS a joué un rôle primordial dans la transition démocratique de l'Afrique du Sud. Nous avons contribué à la révision des textes de loi sur la défense, le maintien de l'ordre, les armes à feu, la criminalité organisée et le maintien de la paix, et nous avons élaboré des stratégies de prévention de la criminalité

Jakkie Cilliers, fondateur et directeur exécutif de l'ISS, 1991



Les recherches et les formations de l'ISS en Afrique ont éclairé les politiques de lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale, notamment sur le besoin de justice pénale et de stratégies de développement respectueuses des droits de la personne

Anton du Plessis, directeur exécutif de l'ISS, 2015



- 2015 : Début des travaux sur la sécurité maritime  
Début des travaux sur la prévention de la violence parentale  
Début des travaux sur les mouvements migratoires

- 2016 : Début des travaux sur l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

- 2017 : Lancement du programme ENACT relatif à la criminalité organisée

- 2018 : L'ISS est récompensé pour son partenariat maritime avec l'UA

- 2019 : Début des activités d'appui aux poursuites judiciaires en Afrique du Sud

- 2021 : Début des activités liées à l'initiative « L'Afrique dans le monde »  
Début des travaux exclusivement consacrés au changement climatique

Les experts de l'ISS ont aidé à mettre au point le cadre de suivi et d'évaluation de l'initiative « Faire taire les armes » de l'UA, ainsi que des stratégies de lutte contre la criminalité organisée en Afrique australe et contre le vol de bétail en Afrique de l'Est

Fonteh Akum, directeur exécutif de l'ISS, 2021



# Futurs africains

Les conseils de l'ISS sur les choix politiques et les perspectives à long terme de l'Afrique puisent dans dix ans d'analyse et de modélisation de données

Les analyses et les conseils stratégiques de l'ISS sur les perspectives économiques et de développement à long terme de l'Afrique sont de plus en plus demandés. En 2021, 43 séances d'information ont été organisées pour des responsables influents travaillant pour des organismes qui contribuent à façonner l'avenir de l'Afrique, comme la Commission de l'Union africaine, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Commission nationale de planification en Afrique du Sud, le gouvernement du Malawi, le leadership du Programme des Nations unies pour le développement dans la Corne de l'Afrique et la banque de développement allemande KfW.

Jakkie Cilliers, qui dirige le programme « Futurs africains et innovation » de l'ISS, a été invité à rejoindre le *Policy Bridge Tank* de l'Agence de développement de l'Union africaine (UA). L'organisme coopère avec des groupes de réflexion africains pour identifier et surmonter les défis afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 de l'UA.

Les analyses du programme « Futurs africains et innovation » sont adaptées aux besoins des personnes qui développent des politiques et élaborent des stratégies, notamment les conseillers auprès des gouvernements et des institutions de développement,

le secteur privé, la communauté des donateurs et le monde universitaire.

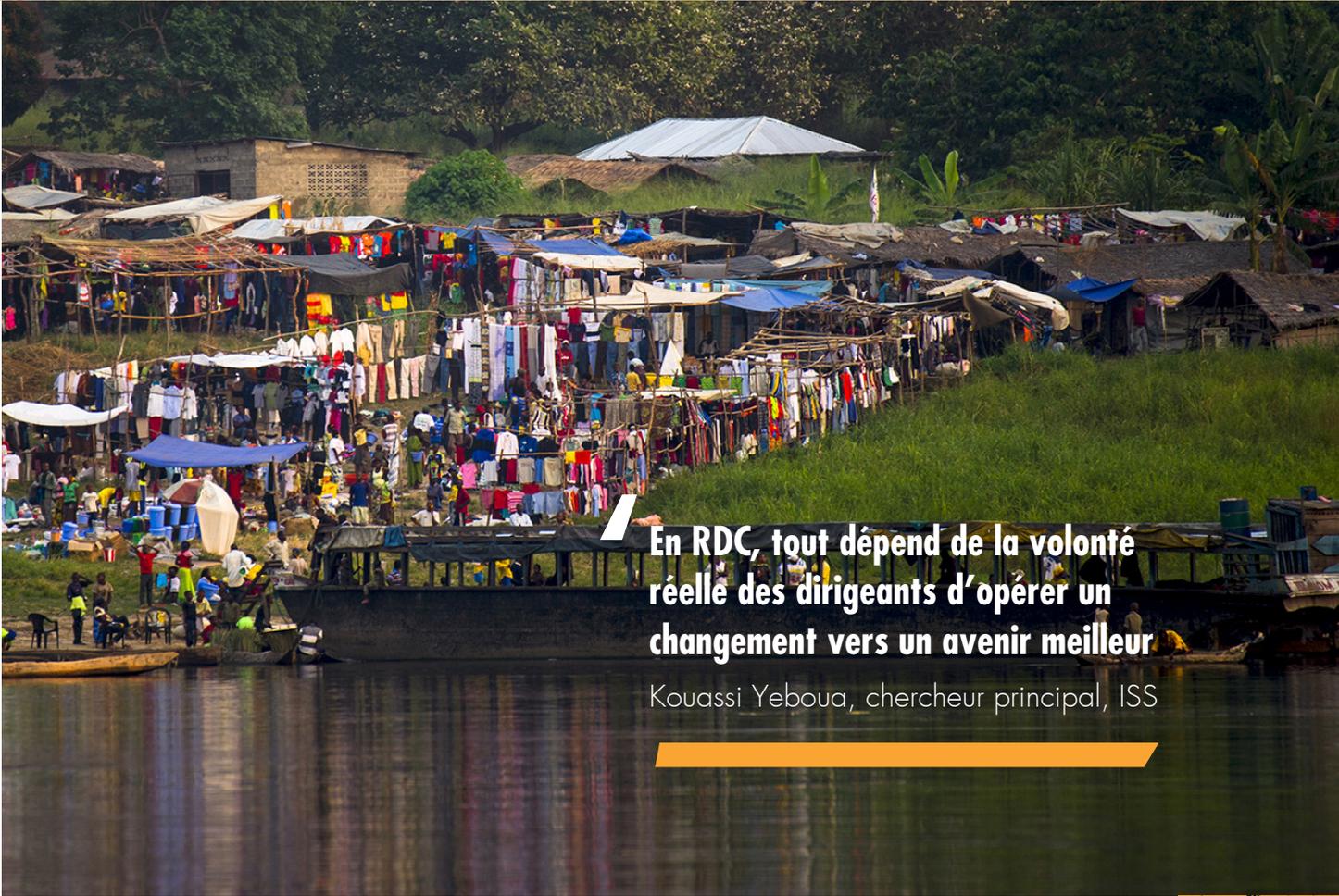
Fin 2021, *The Future of Africa*, notre livre en accès libre retraçant une décennie d'analyses, publié sur la plateforme SpringerLink, avait été téléchargé plus de 80 000 fois.

Les experts gouvernementaux et les économistes ont reçu des analyses spécifiques par pays et par région sur la République démocratique du Congo, l'Algérie et la Corne de l'Afrique. Chaque étude présentait des prévisions de pointe sur les voies de développement et l'impact des investissements dans certains secteurs jusqu'en 2040 ou au-delà.

Une gamme de nouveaux scénarios a été mise au point pour chaque pays d'Afrique, améliorant ainsi la pertinence et la disponibilité des données et des analyses de l'ISS. Ce processus a été entrepris en collaboration avec le *Centre for Leadership and Dialogue* du *Gordon Institute of Business Science* au sein de l'Université de Pretoria. Un nouveau site web dédié a été mis en ligne en mai 2022 pour promouvoir le programme « Futurs africains ». Il propose plus de 4 500 graphiques accompagnés de leurs analyses. Source la plus complète accessible au public, ce site héberge des analyses et des conseils stratégiques tournés vers l'avenir pour l'Afrique.

**Ce rapport [sur l'Algérie] est l'un des meilleurs que j'ai lus du point de vue de la qualité, de l'impartialité et de la justesse : un superbe travail**

Dr Azzedine Layachi, département de sciences politiques, Université de Saint John, New York



**En RDC, tout dépend de la volonté réelle des dirigeants d'opérer un changement vers un avenir meilleur**

Kouassi Yeboua, chercheur principal, ISS



▶ Plus de guerres entre États que dans n'importe quelle autre région d'Afrique

▶ Les échanges informels de bétail représentent plus de 95 % du commerce transfrontalier

▶ Augmentation de 15 % du PIB dans le scénario de gouvernance améliorée de l'ISS

Les subventions perpétuent les inégalités, le trafic transfrontalier et le terrorisme

Moins de 4 % des terres sont cultivables

57 % des Algériens pratiquent des activités relevant de l'économie parallèle



# L'Afrique dans le monde

C'est en jouant un rôle actif sur la scène mondiale qu'une Afrique unie peut relever les défis du continent et décider de son avenir

La COVID-19 et le changement climatique sonnent comme un douloureux rappel de la vulnérabilité de l'Afrique aux menaces extérieures. Les pays du continent doivent jouer un rôle plus actif afin d'influer sur la réflexion et la planification de la réduction de ces risques au niveau mondial. Le développement de l'Afrique et sa stabilité dépendent également de ses relations avec d'autres régions, pays et organismes multilatéraux, notamment les Nations unies (ONU).

L'ISS a mené des recherches et effectué des analyses pour permettre la prise de décisions éclairées sur le rôle de l'Afrique au sein du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU. L'institut a également formulé des observations sur la coopération du continent avec ses partenaires extérieurs, notamment l'Union européenne, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, la Russie et les États-Unis. En matière de sécurité, le potentiel inexploité de la coopération entre l'Afrique et l'Inde a fait l'objet d'un examen particulier. Des conseils ont été fournis sur les mesures à adopter pour améliorer la collaboration entre le G20 et l'Union africaine (UA), pour renforcer le pouvoir d'action de l'Afrique dans les opérations de paix menées conjointement par

l'ONU et l'UA et pour augmenter le financement de la consolidation de la paix.

L'ISS, en partenariat avec la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès des Nations unies, a élaboré une stratégie de travail avec le secteur privé pour la mise en œuvre d'initiatives africaines de consolidation de la paix. Les chercheurs de l'ISS ont également examiné la manière dont l'aide au développement fournie par les puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Turquie) contribue au développement de l'Afrique. Les différences entre ce soutien et celui des pays donateurs traditionnels du Nord ont été analysées. En Allemagne, les conclusions de cette analyse ont été reprises par le ministère fédéral de la Coopération économique.

Les résultats d'une étude sur les dynamiques politiques et les tendances de vote des pays africains au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ont apporté des éclairages à plusieurs représentants d'États étrangers et décideurs en Afrique et ailleurs. Au cours d'une série d'événements organisés avec différentes ambassades étrangères à Pretoria, les conclusions de cette étude ont orienté les discussions sur les moyens d'améliorer la coopération multilatérale avec l'Afrique en matière de paix et de sécurité.



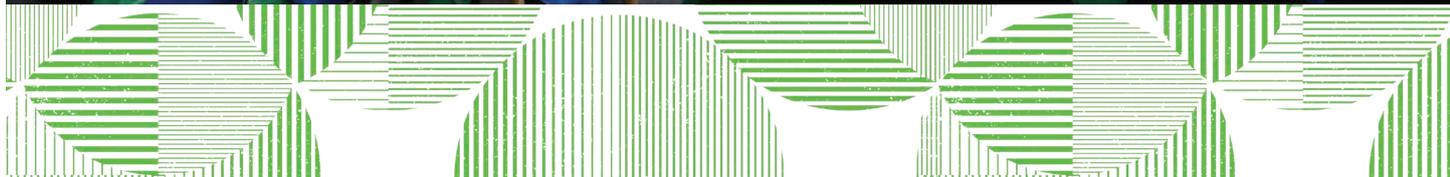
## Guider le partenariat entre l'Afrique et l'UE

Les contributions de l'ISS aux débats sur le nouveau partenariat entre l'Afrique et l'UE ont été saluées. S'appuyant sur ses recherches fondées sur des données probantes, l'ISS a fait équipe avec l'*European Think Tanks Group* et le Programme des Nations unies pour le développement afin d'alimenter les discussions sur les domaines stratégiques de coopération entre l'Afrique et l'UE.

L'ISS a également rejoint un consortium pour conseiller les négociateurs africains et européens à l'approche du Sommet UE-UA 2022. Soutenu par la délégation européenne à Addis-Abeba, le consortium était composé de l'ISS, du Centre européen de gestion des politiques de développement, du Centre africain pour la transformation économique, d'Amani Africa et du think tank *Policy Center for the New South*.

**Alors que l'Afrique est confrontée à des problèmes socioéconomiques et sécuritaires grandissants, la coopération entre l'UA et l'UE doit éviter tout retard**

Priyal Singh, chercheur, ISS



# Sécurité maritime

L'expertise de l'ISS est la clé de voûte d'institutions maritimes africaines plus fortes et aptes à relever de nouveaux défis

## Collaborer avec les principaux décideurs africains

L'expertise et les recherches de l'ISS ont alimenté des discussions avec les principaux décideurs africains en charge de la sécurité maritime et du développement de l'économie bleue. L'ISS a collaboré avec la Commission de l'Union africaine (UA) et le Comité maritime permanent de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

En partenariat avec la Commission de l'UA, l'ISS a célébré la Journée africaine des mers et des océans et a effectué un travail de sensibilisation sur le rôle primordial des stratégies maritimes pour le continent. Le commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité et le conseiller juridique de l'Union africaine ont tous deux prononcé un discours lors de l'événement. L'ISS a également aidé à la mise en œuvre de la stratégie pour l'économie bleue proposée par le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'UA.

Les analystes de l'ISS ont soulevé des questions maritimes de la plus haute importance auprès de parties prenantes influentes sur le continent et ailleurs. Parmi les thèmes abordés ont figuré la sécurité maritime régionale en Afrique de l'Ouest, les avantages d'une zone exclusive maritime commune et la nouvelle stratégie de sécurité maritime intégrée de la SADC.

L'ISS a fourni des informations sur la place centrale de l'infrastructure de câbles sous-marins dans la sécurité maritime en Afrique et sur le rôle essentiel que jouent les marines africaines dans la lutte contre la pêche illégale, la piraterie et la criminalité organisée en mer.

## Inclure les femmes et les jeunes

Les recherches de l'ISS ont montré que les politiques et les stratégies maritimes de l'Afrique ne parviennent toujours pas à inclure comme il se doit les femmes et d'autres groupes marginalisés comme les jeunes ou les personnes en situation de handicap. Les conclusions des travaux de l'institut ont également révélé les immenses avantages que la vaste population de jeunes en Afrique peut apporter au développement maritime. Les études ont suscité des demandes d'information et de conseils stratégiques de la part de l'UA et de communautés économiques régionales. Lors de la conférence organisée par l'ONG *African Women in Maritime – WIMAfrica*, les experts de l'ISS ont échangé avec les décideurs sur les moyens de bâtir des institutions solides et d'élaborer des politiques maritimes efficaces.

**Le rapport de l'ISS donne un excellent aperçu de la place des femmes et du genre dans le secteur maritime en Afrique. Je me réjouis que ce sujet soit mis en avant**

Raheemat Omoro Moomdu, cheffe de la division Sécurité humaine et société civile, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest



**La pénurie de main-d'œuvre dans le secteur maritime mondial est une opportunité pour la jeunesse africaine, mais uniquement si les gouvernements apportent leur soutien**

David Willima, chargé de recherche, ISS

### **L'ISS a fourni son expertise et un appui technique dans le cadre de nombreux forums de premier plan**

Ateliers coordonnés par Interpol sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Est et sur la cybersécurité maritime en Afrique

Réunion du département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du département des opérations de paix de l'ONU sur la sécurité dans l'océan Indien occidental

Symposium des hauts responsables du *Naval War College* de l'*US Navy* sur l'Afrique de l'Est

Ateliers stratégiques organisés par le Groupe de contact de l'ONU sur la piraterie au large des côtes somaliennes

Atelier sur la sécurité maritime en Afrique de l'Est et en Afrique australe organisé par le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU dans le cadre du programme de gestion de la sécurité des frontières

Commission du courant de Benguela intégrant la République d'Angola, la République de Namibie et l'Afrique du Sud

Forum international de Dakar sur la surveillance et le contrôle des zones maritimes

# Gouvernance, paix et sécurité

L'ISS promeut des approches qui contribuent à une gouvernance africaine responsable, équitable et inclusive

## Focus régional : l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique

L'ISS a analysé les relations fracturées entre les pays de la Corne de l'Afrique et a montré comment certaines alliances menacent la stabilité et l'intégration de la région. Les rapports intermittents entre le Kenya et la Somalie ont été examinés et les conclusions ont été présentées aux parties prenantes régionales et internationales. L'ISS a également étudié l'impasse électorale somalienne, ainsi que les élections et les risques d'instabilité à Djibouti.

À la demande de l'ambassade du Kenya à Addis-Abeba, l'institut a animé un atelier de renforcement des capacités sur les défis sécuritaires et les réponses à y apporter dans la région. En 2021, le Kenya était membre à la fois du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et du Conseil de sécurité des Nations unies. Plus tard dans l'année, l'ISS a organisé une session semblable à l'intention de 21 ambassadeurs de pays de la Communauté d'Afrique de l'Est.

Les recherches de l'ISS sur d'autres conceptions constitutionnelles visant à apaiser les conflits et les divisions politiques et ethniques en Éthiopie ont incité le

président de la chambre haute du Parlement à formuler une demande de recommandations approfondies sur le choix du consociationalisme. Les conclusions ont été intégrées au dossier remis aux membres de la Commission de dialogue national, qui devront mener à bien les prochains pourparlers du pays.

Les recherches, les commentaires médiatiques et les consultations publiques de l'ISS ont étayé les débats sur la consolidation de la paix en Éthiopie. Les experts de l'ISS ont mis en avant le rôle primordial du dialogue national et de la réconciliation pour construire une paix durable. Les conclusions ont été présentées au cours de conférences de haut niveau, notamment celles organisées par le cabinet du Premier ministre, ainsi qu'à la télévision et à la radio aux heures de grande écoute.

Après la mise en place de la Commission de dialogue national, l'ISS a été invité à donner son avis sur la version initiale de la proclamation. Le président de la Commission a également sollicité l'assistance de l'ISS au cours des trois prochaines années.

**Les traumatismes de guerre et les hostilités intercommunautaires requièrent des stratégies spécifiques pour inciter les victimes à envisager un dialogue de réconciliation**

Tegbaru Yared, chercheur, ISS

## Le changement climatique et la sécurité humaine

L'ISS examine les liens entre l'insécurité climatique et les mouvements migratoires, la criminalité organisée et les conflits motivés par l'accès aux ressources. Le personnel de l'ISS a joué un rôle de conseil au sein d'organismes internationaux influents. L'institut fait partie du Réseau d'experts sur la sécurité climatique. Otilia Anna Maunganidze, responsable des projets spéciaux à l'ISS, est membre du conseil consultatif stratégique du projet *Weathering Risk* et Aimée-Noël Mbiyozo, consultante de recherche principale, assure la fonction d'experte dans le cadre du processus de consultation de l'Initiative pour la mobilité climatique en Afrique. L'ISS a participé au groupe de travail à l'origine des consultations sur les migrations en milieu urbain, codirigé par le programme ONU-Habitat et le Conseil des maires sur les migrations.

## Le dérèglement climatique, un facteur multiplicateur de l'insécurité

- ▶ Une augmentation des températures moyennes de 0,5°C pourrait entraîner une hausse de 10 % à 20 % des risques de conflits meurtriers
- ▶ La grande majorité des opérations de paix menées par l'ONU et l'UA se déroulent dans les pays les plus exposés au changement climatique
- ▶ L'UA est le premier organisme dans le monde à s'attaquer avec détermination à ce problème, mais a besoin du soutien international





## Focus régional : l'Afrique de l'Ouest

Les formations et l'appui technique proposés par l'ISS ont aidé les femmes du Niger à analyser les questions liées aux conflits, au genre et à la sécurité. Lors de la première session, à laquelle ont assisté des femmes de la région de Tillabéri, touchée par un conflit, une approche participative d'apprentissage par la pratique a été mise en œuvre. La deuxième session, qui s'est déroulée à Niamey, a permis à des femmes travaillant à l'échelle communautaire de renforcer leurs compétences en matière d'analyse des conflits et de collecte de données. Les participantes ont demandé à l'ISS de continuer à promouvoir l'égalité des genres dans une région où les femmes sont marginalisées et tenues à l'écart de la vie publique.

En s'appuyant sur les conclusions de ses recherches, l'ISS a proposé une nouvelle théorie du changement visant à améliorer la stratégie de lutte contre la fragilité de la Banque africaine de développement. Ce travail étayera le cadre de programmation de la banque dans les zones du Sahel touchées par des conflits et par l'extrémisme violent.

Tout au long de l'année 2021, l'ISS a soutenu l'Irlande dans son rôle de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). Des analyses de haute qualité sur le Sahel ont éclairé les positions de l'Irlande au sein du CSNU et de l'Union européenne. Le partenariat a consisté en des réunions d'information mensuelles, des séances d'analyse plus approfondies et un travail de recherche analytique spécifique sur le processus de paix au Mali.



## Les inconvénients de la richesse : les mines d'or du Mali

- ▶ En 2019, environ 73 % des 26 tonnes d'or artisanal du Mali ont été extraites à Kayes, générant 1,23 milliard de dollars US
- ▶ Chaque année, 33,3 tonnes de mercure sont introduites illégalement au Mali, à destination de Kayes
- ▶ La demande en mercure et en cyanure est à l'origine d'une économie criminelle transnationale lucrative qui finance également les extrémistes violents
- ▶ La pollution des nappes phréatiques est une menace pour l'agriculture, la pêche et l'élevage

**Les réunions d'information et les points réguliers de l'ISS ont renforcé notre compréhension de la situation sur le terrain et éclairé les positions de l'Irlande en tant que membre du Conseil de sécurité des Nations unies et au sein de l'UE**

Shane Keenan, directeur adjoint du département Afrique, division de la coopération au développement et de l'Afrique, ministère des Affaires étrangères, Irlande

## Collaboration avec l'UA et les blocs régionaux

### Faire taire les armes : clarification des objectifs

Les analyses et l'appui technique de l'ISS ont permis d'améliorer l'approche de l'Afrique en matière de réduction de la violence. L'ISS a recommandé l'adoption d'un cadre de suivi et d'évaluation afin de renforcer l'efficacité de l'initiative « Faire taire les armes » de l'Union africaine (UA). La Commission de l'UA a sollicité l'aide de l'ISS pour l'élaboration de ce cadre, en collaboration avec le Comité d'experts du Conseil de paix et de sécurité (CPS). Il a été adopté par les chefs d'État africains et sa mise en place est en cours grâce à l'appui technique de l'ISS.

### Renforcement des capacités pour les diplomates

Les lacunes en matière de renforcement des capacités entravent la faculté des États africains à contribuer pleinement au travail de l'UA et à l'efficacité de ses réponses. L'ISS a apporté son soutien à des pays lors de leur présidence du CPS et par la suite. L'institut a également créé des plateformes pour combler le déficit de communication entre les diplomates d'Addis-Abeba (UA), de New York (Conseil de sécurité des Nations unies) et de Bruxelles (Union européenne). Un multilatéralisme capable de pérenniser la paix et la sécurité en Afrique dépend en grande partie des relations diplomatiques entre ces acteurs.

### Le rôle de la jeunesse dans la paix et la sécurité

L'ISS et le programme de formation pour la paix (ISS/TfP) ont soutenu l'initiative de l'UA « Jeunesse pour la paix » en aidant au choix du second groupe de jeunes Ambassadeurs africains pour la paix. Ils ont également formé de jeunes bâtisseurs de paix à la prévention des conflits, à l'alerte précoce et à la médiation, ainsi qu'à la réforme du secteur de la sécurité. L'enquête #WhatMakesYouthFeelSafe a été menée par l'ISS/TfP sur les réseaux sociaux dans le cadre d'une campagne réalisée conjointement avec l'envoyée sortante de l'UA pour la jeunesse, Aya Chebbi. Des jeunes de toute l'Afrique ont partagé leurs points de vue et ont ainsi éclairé le programme Jeunes, paix et sécurité de l'UA.

### Conseils stratégiques sur la police de l'UA

L'ISS travaille à améliorer la prise de décision et les stratégies à mettre en place pour renforcer le rôle de la police de l'UA sur les questions de paix et de sécurité. Le Groupe d'appui stratégique à la police de l'UA (PSSG) a ainsi bénéficié de conseils stratégiques, ainsi que d'un appui technique et d'un renforcement des capacités. L'ISS a apporté son soutien à la 3<sup>e</sup> Conférence biennale du PSSG à Nairobi. Les recommandations formulées lors de la réunion doivent être mises en œuvre par la Division des opérations de soutien de la paix de l'UA en 2022.

**Les connaissances acquises faciliteront beaucoup le travail quotidien de la police en matière de violence basée sur le genre. INTERPOL et la SARPCCO sont grandement redevables de cet esprit de coopération**

N Nawa, chef du Bureau régional d'Interpol



### Formation des missions régionales de maintien de la paix

Au fil des années, l'ISS/TfP a accompagné l'UA dans le développement et l'organisation de formations standardisées destinées aux effectifs de police de toute l'Afrique afin de les préparer au déploiement dans le cadre de missions de paix. Cet accompagnement comprend des formations de formateurs au niveau régional. En 2021, l'ISS/TfP et l'Équipe britannique de soutien à la paix-Afrique ont organisé ces formations pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Après avoir elle-même participé à la formation de l'ISS/TfP en 2020, la Force en attente d'Afrique de l'Est a formé avec succès les effectifs de police de ses États membres en 2021. Les cours prodigués visent à renforcer les compétences du personnel des missions et les partenariats policiers à travers l'Afrique.

### Intégration de la dimension genre dans les opérations de paix

L'ISS/TfP a dirigé le processus d'harmonisation des formations de l'UA sur l'intégration de la dimension genre dans les opérations de paix. L'ISS/TfP a utilisé le programme pour former les personnels civils, militaires et policiers déployés dans le cadre de missions de paix.

Une formation en ligne sur l'intégration de la dimension genre et la violence basée sur le genre a été prodiguée à l'Organisation de coopération régionale des chefs de police de l'Afrique australe (SARPCCO) et au Bureau régional d'Interpol en Afrique australe. L'ISS/TfP a publié un avis stratégique sur la place des femmes dans les opérations de soutien à la paix, ainsi qu'un examen de l'efficacité des stratégies d'égalité des genres au sein des opérations de paix des Nations unies.



# Criminalité, justice et prévention de la violence

Du grand public au niveau présidentiel, l'expertise de l'ISS éclaire les stratégies de maintien de l'ordre, de prévention de la violence et de lutte contre la criminalité organisée

## Prévention de la violence : stratégies et compétences

En Afrique du Sud, l'ISS a coopéré avec le ministère des Femmes, de la Jeunesse et des Personnes en situation de handicap afin d'élaborer une stratégie nationale de prévention de la violence basée sur le genre et de lutte contre le féminicide. Cette collaboration est le résultat du travail de l'ISS en tant que coorganisateur du Forum de prévention de la violence, ainsi que de ses recherches qui ont permis d'identifier et d'évaluer des projets de prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants.

L'institut a également soutenu le gouvernement du Cap-Occidental dans la création de son propre Forum de prévention de la violence. À l'échelle provinciale, ce forum constitue un prolongement important de l'initiative nationale, organisée depuis 2015 par l'ISS. Afin de renforcer les partenariats entre les pouvoirs publics et la société civile, l'ISS aide le gouvernement à étendre les programmes de renforcement de la famille en favorisant le développement de valeurs et de principes adaptés au contexte du Cap-Occidental. L'ISS a également contribué à la création du premier forum local, connu sous le nom de Dialogue communautaire, à Hoekwil et Touwsrante au Cap-Occidental. Les attitudes des populations à l'égard de la police se sont déjà améliorées, et les habitants sont tenus informés des activités policières visant à endiguer le trafic de drogue et d'autres types de criminalité.

Les compétences en matière de prévention de la violence ont été renforcées au sein des organisations locales, des institutions de recherche et du gouvernement. L'ISS a formé des animateurs à la gestion des discussions difficiles sur des problèmes sociaux complexes tels que la violence basée sur le genre et la xénophobie.

L'une des participantes à la formation, qui gère des éducateurs pour les enfants et les jeunes, a mis en pratique ses nouvelles compétences pour renforcer le soutien aux enfants vulnérables dans des contextes de violence élevée. Une conseillère spécialisée en droit étatique a ainsi pu aplanir les hiérarchies dans le cadre d'un dialogue sur la violence conjugale et intrafamiliale et donner la possibilité de s'exprimer à des personnes qui prennent peu la parole d'ordinaire. Ce travail a permis de créer un socle solide pour mener à bien une réforme juridique.

L'ISS est en train de développer un programme de prévention de la violence au travail en collaboration avec une grande usine agroalimentaire. Deux projets pilotes ont donné des résultats encourageants, les bénéficiaires reconnaissant une amélioration de leur vie professionnelle et personnelle. Le programme sera élargi en 2022.



**▸ Pour prévenir la violence, des animateurs compétents doivent instaurer la confiance nécessaire et donner aux Sud-Africains la possibilité d'engager un dialogue constructif dépassant les nombreux clivages qui nous opposent encore**

Chandré Gould, chercheuse principale associée, ISS

## L'insurrection ratée en Afrique du Sud suivie par le dispositif de surveillance de la violence publique

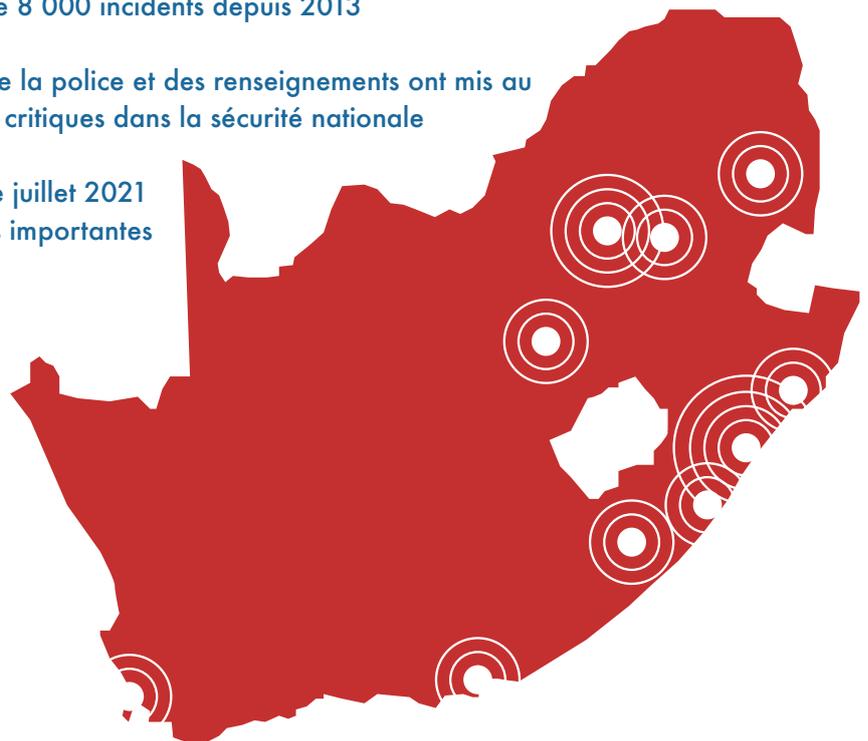
Les violences publiques généralisées du mois de juillet se sont soldées par 360 morts et plusieurs milliards de rands de dommages matériels. Alors que les scènes de dévastation se multipliaient dans les provinces du KwaZulu-Natal et du Gauteng, le dispositif de surveillance de la violence publique de l'ISS a suivi la tentative d'insurrection. Les mises à jour quotidiennes et les cartes de l'ISS ont fourni des données en temps réel et des informations précieuses au fur et à mesure que les événements se déroulaient.

Le dispositif de surveillance de la violence publique a été créé en 2013 pour pallier l'absence de données détaillées et récentes sur les actes de protestation et les émeutes en Afrique du Sud. L'ISS a depuis recensé environ 8 200 incidents. Il s'agit du seul dispositif permettant de suivre ce type d'événements dans le pays, assorti d'une analyse politique approfondie des réponses à y apporter.

**Les émeutes naissent de la contestation politique et se nourrissent d'un réel sentiment de manque et de désespoir, exacerbé par un gouvernement absent et corrompu**

Lizette Lancaster, responsable du Crime Hub, ISS

- ▶ Le dispositif de surveillance de la violence publique de l'ISS a recensé plus de 8 000 incidents depuis 2013
- ▶ Les carences de la police et des renseignements ont mis au jour des failles critiques dans la sécurité nationale
- ▶ Les émeutes de juillet 2021 ont été les plus importantes depuis 1994





## L'étude [de l'ISS] a montré qu'une communication efficace et régulière entre les municipalités et les communautés sur les perturbations prévues et le temps nécessaire pour y remédier aidait à prévenir la violence

Cyril Ramaphosa, président de l'Afrique du Sud

### Conseils à la présidence de l'Afrique du Sud sur la réforme de la police

L'incapacité des services de police sud-africains à prévenir et à contenir les violences publiques de juillet a révélé des lacunes inquiétantes au sein des forces de sécurité de l'État. Les principaux décideurs ont sollicité les analyses et les conseils de l'ISS, première référence indépendante du pays en matière de maintien de l'ordre. Des réunions d'information ont été organisées, auxquelles ont participé Dr Sydney Mufamadi, conseiller pour les questions de sécurité nationale, et le groupe d'experts de haut niveau mandaté par le président pour analyser les violences de juillet 2021. L'ISS a rencontré le groupe d'experts pendant plus de deux heures pour discuter des défis du maintien de l'ordre et des moyens à mettre en œuvre pour les relever.

Gareth Newham, pour le compte de l'ISS, a ensuite tenu une séance d'information sur le maintien de l'ordre pour le Conseil consultatif économique présidentiel, à la suite de laquelle a été créé un groupe de travail sur le maintien de l'ordre, la sécurité et l'économie. Le groupe de travail s'est largement appuyé sur les recherches et les recommandations de l'ISS pour rédiger sa note de synthèse.

Dans sa lettre d'information de septembre 2021, le président Cyril Ramaphosa a fait référence aux données et aux analyses de l'ISS sur la prévention des manifestations violentes. L'ISS a également fourni des données écrites et orales à la Commission des droits de l'homme sud-africaine pour l'aider dans son enquête sur les violences de juillet.

Les recherches de l'ISS ont orienté les pratiques policières sur le terrain. Dans le Cap méridional, les services de police sud-africains ont réalisé cinq études pilotes sur le maintien de l'ordre fondées sur des données probantes dans le cadre d'une initiative inspirée et soutenue par l'ISS. Cette initiative comprenait le lancement d'un projet de maintien de l'ordre fondé sur des données probantes au sein du département de recherche des services de police sud-africains. L'ISS a également constitué une référence clé en matière de maintien de l'ordre et de prévention de la violence pour le gouvernement de la province du Cap-Occidental. Ses analystes ont contribué à l'élaboration du plan de sécurité de la province et ont participé aux groupes consultatifs sur l'application de la loi et sur les données probantes.



### **Les polices africaines s'engagent pour endiguer la criminalité organisée**

Les recherches de l'ISS sur les vols de bétail dans le nord du Kenya ont incité les pouvoirs publics à réviser la politique de lutte contre le vol de bétail en Afrique de l'Est. L'ISS a apporté son appui technique à la rédaction d'une nouvelle version du Protocole de Mifugo. Les ministres des États de l'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est (EAPCCO) ont signé le protocole en octobre 2021. Il entrera en vigueur après avoir été ratifié par les différents pays signataires. L'ISS et le secrétariat de l'EAPCCO aident actuellement à l'établissement de l'Unité de mise en œuvre du Protocole de Mifugo.

L'appui technique fourni par l'ISS a stimulé la coopération régionale entre les polices, élément essentiel de la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Les ministres de la Sécurité des pays des deux régions ont maintenant signé l'accord entre le Comité des chefs de police d'Afrique centrale et l'EAPCCO. C'est la première fois qu'un tel accord est conclu en Afrique. Dans l'attente des ratifications nationales, il est déjà entré en vigueur. L'ISS a également été sollicité pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie visant à lutter contre la criminalité organisée en Afrique australe.

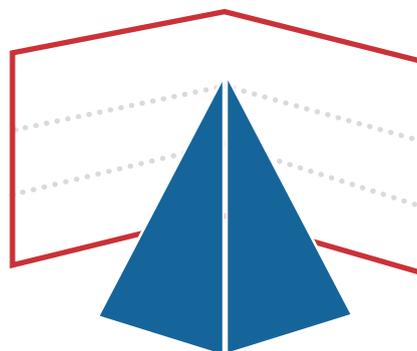
La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a approuvé la stratégie et son plan d'action en juillet 2021.

**Nous savons que les groupes de criminalité organisée utilisent les mêmes routes, les mêmes renseignements, les mêmes technologies et les mêmes agents. Les polices des différents pays doivent aussi travailler ensemble**

Martin Ewi, coordonnateur de l'Observatoire régional du crime organisé, ISS

## La Namibie prend des mesures pour assurer le contrôle des armes

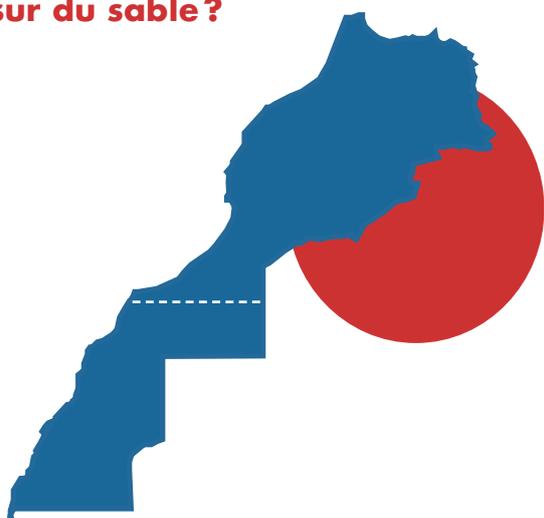
L'ISS a coopéré avec les forces de police namibiennes et participé à la mise en œuvre de la stratégie de désarmement, de gestion et de contrôle des armes du pays. Les experts de l'ISS ont contribué à l'examen des obligations régionales et internationales de la Namibie et recommandé la constitution d'une équipe spéciale interdépartementale. Ce processus a débouché sur la création de l'Équipe spéciale interinstitutions à l'échelle nationale. Grâce à ses recherches actuelles sur la gestion des armes et les mouvements illicites d'armes en Afrique, l'ISS renforce sans cesse ses capacités d'appui technique.



L'Afrique affiche le **2<sup>e</sup> taux le plus élevé**

de criminalité organisée dans le monde, derrière l'Asie

## Maroc : une économie construite sur du sable ?



Sous l'effet du boom de la construction, 50 % du sable est extrait de manière illégale

Une puissante mafia du sable collabore avec les trafiquants de drogue

Le secteur du tourisme contribue indirectement à la destruction du littoral, dont il dépend pourtant

## L'indice du crime organisé en Afrique

Cet indice constitue l'évaluation la plus complète de la criminalité organisée en Afrique. De nouvelles données et analyses publiées en novembre permettent d'observer les tendances en matière de criminalité et de résilience. L'indice est rapidement devenu une référence pour les médias, les gouvernements africains et différentes parties prenantes dans le monde. Il a été développé par l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, partenaire de l'ISS et d'INTERPOL dans le cadre du projet ENACT.

## Coup de projecteur sur le trafic de sable en Afrique

L'ISS a fourni au GRID-Genève, un projet du Programme des Nations unies pour l'environnement, des conseils d'expert sur la gouvernance des ressources en sable et en gravier dans le monde. L'équipe se compose de spécialistes du monde entier engagés dans la lutte contre le trafic de sable. Les recherches de l'ISS sur les enjeux du trafic de sable au Sahara occidental, au Kenya et en Ouganda ont éclairé ce travail et permis à l'ISS de façonner le récit et d'orienter les réponses à ce problème en Afrique et dans le monde.



# Prévention et répression de l'extrémisme violent

Face à un terrorisme en interconnexion avec les conflits locaux et la criminalité organisée, l'ISS fournit une base de données probantes pour prendre des mesures de lutte efficaces

## Analyse multisectorielle de l'insurrection au Mozambique

Les connaissances de l'ISS en matière de terrorisme, de gouvernance régionale, de sécurité maritime, de criminalité organisée et de perspectives pour l'Afrique lui ont fourni les bases nécessaires pour formuler des conseils stratégiques sur la crise de la province de Cabo Delgado dans le nord du Mozambique.

Grâce à sa vaste expérience, l'ISS a constitué une référence incontournable pour la communauté diplomatique, les représentants des gouvernements, les organisations locales et les médias. Des recherches approfondies sur la nature de la menace et ses implications stratégiques ont également été menées.

En s'appuyant sur leur expérience de la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Est et de l'Ouest, les analystes de l'ISS ont présenté des arguments convaincants en faveur d'une stratégie de stabilisation basée sur une approche holistique plutôt que militaire. La nature de la menace et les différentes options stratégiques ont été discutées avec le groupe d'Afrique

australe du Parlement panafricain à Dar es-Salaam et avec les responsables des relations internationales de l'Afrique du Sud.

L'ISS a appelé la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à intervenir, ce qu'elle a fait en avril 2021. Dans ses déclarations sur sa mission au Mozambique (SAMIM), la SADC a repris les éléments de langage de l'ISS, notamment à propos du besoin de « solutions holistiques » et d'aide humanitaire pour la population de Cabo Delgado.

Des parties prenantes influentes ont participé aux événements organisés par l'ISS sur la crise, dont le responsable de la SAMIM, le haut-commissaire du Rwanda au Mozambique et le porte-parole de la Défense et des Forces armées du Mozambique.

**Faire intervenir le Rwanda pourrait fortement diviser la population mozambicaine sur les réponses à apporter aux attaques de Cabo Delgado**

Borges Nhamirre, consultant ISS





**Les analyses de l'ISS doivent être prises en compte dans nos stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, et guider nos actions et notre plaidoyer**

Victoria Billing, ambassadrice du Royaume-Uni au Sénégal

## Renforcer les compétences en matière de recherche institutionnelle

Le Centre national d'études stratégiques et de sécurité (CNESS) du Niger a sollicité l'ISS pour former son personnel et celui de centres semblables au Mali et au Burkina Faso aux méthodes de recherche axée sur les politiques, notamment en ce qui concerne l'insécurité et l'extrémisme violent. Les sessions ont aidé les gouvernements des trois pays à planifier un projet de recherche transnationale.

## Des données de recherche pour aider à stabiliser le bassin du lac Tchad

Les analyses de l'ISS sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) ont contribué à améliorer les politiques de la région. En collaboration avec le secrétariat exécutif de la Commission du bassin du lac Tchad, l'ISS a réuni des acteurs influents au niveau national, régional et international pour discuter de la meilleure manière de gérer les déserteurs de Boko Haram.

Un rapport de l'ISS sur le cadre législatif et institutionnel du DDR, commandé par le secrétariat de la Stratégie régionale de stabilisation, servira de base à la stratégie régionale de DDR.

## Les États côtiers d'Afrique de l'Ouest confrontés à des menaces voilées

Les recherches de l'ISS ont montré que l'augmentation des attaques dans les États côtiers n'est que la pointe de l'iceberg du terrorisme. Plus qu'une série d'incursions vers le sud, ces attaques ont eu lieu grâce à un réseau transnational d'activités clandestines qu'il faudra mieux comprendre et endiguer, ont averti les analystes de l'ISS. Le travail de terrain sur l'extraction d'or dans le sud-est du Sénégal a mis au jour les tactiques employées par les groupes extrémistes violents pour se financer, recruter et assurer leur logistique.

Des séances d'information ont été organisées pour des représentants influents des pouvoirs publics du Bénin, du Sénégal et du Togo, le Bureau des

**Je suis originaire de l'État de Borno et connais le contexte. La présentation de l'ISS lors du Forum des gouverneurs a été l'une des rares à fournir des données authentiques, factuelles et concises**

Fatima Imam, avocate, Réseau d'organisations de la société civile, Borno, Nigéria

Les éclairages de l'ISS sur les défis de la coordination entre les parties prenantes ont favorisé le dialogue lors du troisième Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad qui s'est déroulé au Cameroun. Les parties prenantes civiles, militaires et humanitaires ont débattu des moyens de parvenir à une plus grande stabilité dans la région.

Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ainsi que des délégations du Canada, de la République tchèque et de l'Union européenne. Les analyses de l'ISS ont encouragé à prendre des mesures pour prévenir et contenir la menace.

Au Sénégal, des patrouilles de contrôle aux frontières ont été déployées et les sites illégaux d'extraction d'or ont été fermés. Dans la région de Kédougou, des unités de traitement de l'or sans mercure sont en cours de mise en place. Au Bénin et au Togo, des discussions avec des organisations de la société civile ont abouti à la révision des outils de collecte de données utilisés pour les recherches empiriques sur l'extrémisme violent.

## Éclairer les stratégies et les décisions sur le Sahel

Les recherches sur les dangers associés aux opérations de lutte contre le terrorisme pour la population civile ont incité la Coalition citoyenne pour le Sahel à solliciter l'appui de l'ISS dans le cadre de plusieurs rencontres stratégiques. Des réunions consultatives ont notamment été organisées avec l'organisation intergouvernementale Coalition pour le Sahel, les envoyés spéciaux du Canada et du Royaume-Uni et l'équipe spéciale de travail allemande. La première feuille de route de la coalition internationale s'est appuyée sur le travail de l'ISS, qui a également organisé des séances d'information pour des acteurs nationaux et internationaux sur les implications politiques.

L'ISS a aussi animé des événements politiques de premier plan qui ont offert aux décideurs influents une plateforme pour discuter des défis et des solutions en matière de lutte contre le terrorisme. Parmi ces rencontres figuraient notamment la 4<sup>e</sup> Conférence annuelle du G5 Sahel sur le renforcement des relations entre les forces de défense et les populations locales, organisée en Mauritanie, ou encore le premier Forum de Niamey sur la paix et la stabilisation dans le Sahel et le bassin du lac Tchad, qui s'est déroulé au Niger.

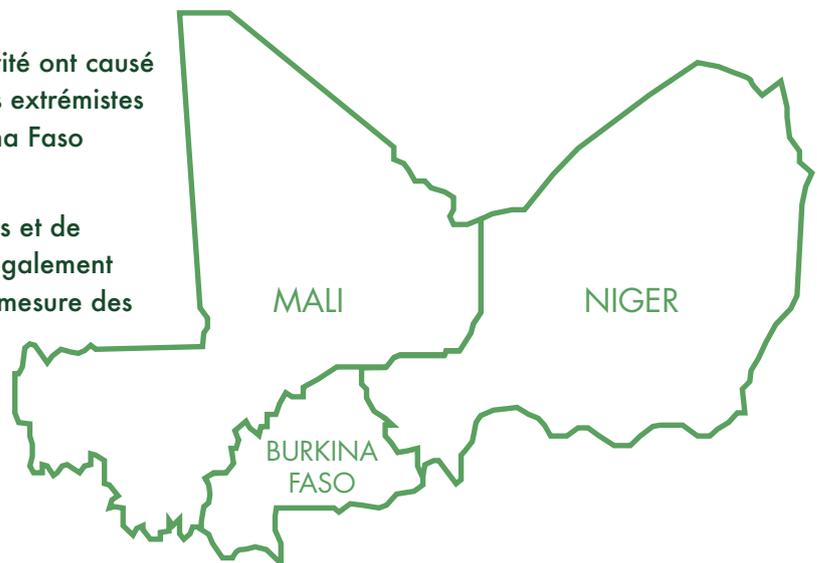
À l'échelle internationale, l'implication de l'ISS auprès de la communauté de la recherche et du

monde politique a contribué à nuancer le débat sur l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme, et a favorisé l'adoption de solutions plus pragmatiques et innovantes. L'ISS a présenté des analyses sur le Sahel lors d'un événement en ligne sur la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies réunissant 300 personnes. Les participants ont reconnu l'aide apportée par l'ISS afin de repenser les stratégies précédentes, qui se sont révélées inefficaces.

## La protection de la population civile est une priorité stratégique qui doit soutenir toute action de l'armée et des forces de sécurité

Ornella Moderan, cheffe du programme Sahel, ISS

- ▶ Environ 13,4 millions de personnes, soit 20 % de la population du Sahel, ont un besoin urgent d'aide humanitaire
- ▶ En 2020, les forces de sécurité ont causé plus de pertes civiles que les extrémistes violents au Mali et au Burkina Faso
- ▶ Le nombre de villages libérés et de vies civiles sauvées devrait également être pris en compte dans la mesure des succès militaires





**Le rapport de l'ISS aura un impact considérable sur notre travail, car il permettra aux autorités de prendre conscience que l'extrémisme violent ne concerne pas uniquement les hommes**

Responsable des questions de genre, Gendarmerie nationale, Mali

### **Les femmes et l'extrémisme violent : combler les lacunes politiques**

Trois années de recherches approfondies au Mali et au Niger ont permis de créer une base de données probantes très utile pour améliorer les programmes de prévention de l'extrémisme violent. L'ISS a identifié les facteurs incitant les femmes à rejoindre un groupe terroriste, la trajectoire de leur engagement et comment certaines ont pu résister au recrutement. Les conclusions de l'étude ont été discutées avec des gouvernements et des organismes africains et autres, des organismes communautaires, des groupes de défense des droits de la personne, des chercheurs et les médias.

L'ISS a contribué à former des représentants des pouvoirs publics sur la prise en compte des questions de genre dans les stratégies de prévention du terrorisme dans le cadre d'un cours organisé par le Centre de politique de sécurité de Genève et le Conseil de recherches en sciences humaines. Les

participants étaient impliqués dans le développement de stratégies au sein de leurs pays respectifs.

Le projet de l'ISS a servi d'étude de cas lors d'un cours sur les méthodes de recherche donné pour le Centre national d'études stratégiques et de sécurité (CNESS) du Niger. Le centre a élaboré la stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent du gouvernement nigérien.

En matière de prévention et de résolution des conflits politiques et intercommunautaires, l'ISS a également contribué au renforcement des capacités de médiatrices du Bénin, du Burkina Faso, de Guinée, de Guinée-Bissau, du Sénégal, du Mali, du Niger, de Côte d'Ivoire et du Togo. La formation a permis aux participantes de mieux appréhender les dimensions de genre présentes dans l'extrémisme violent et d'améliorer leur travail de sensibilisation dans leurs pays.

# Communication

Alors que le public est noyé sous un flot permanent d'informations numériques et en ligne, l'ISS privilégie la qualité par rapport à la quantité

Au cours de l'année 2021, nous avons consolidé l'augmentation significative du lectorat et de la portée des analyses et événements de l'ISS. Notre public en ligne a continué de croître, avec notamment une hausse des pages vues en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Parmi toutes nos publications, *ISS Today*, notre série d'articles en ligne, est largement restée la plus lue. Elle représente un peu plus de la moitié des pages consultées sur l'ensemble du site web de l'ISS.

Forts du succès de notre partenariat avec le quotidien *Daily Maverick*, grâce auquel tous les articles d'*ISS Today* sont republiés dans l'un des journaux en ligne les plus lus d'Afrique du Sud, nous avons conclu un accord similaire avec le *Premium Times* au Nigéria. Au cours des quatre premiers mois de cette collaboration fructueuse, le média d'Afrique de l'Ouest a republié 35 articles d'*ISS Today*. Ces deux partenariats précieux nous ont permis d'augmenter considérablement notre lectorat en Afrique. Des initiatives semblables sont en projet dans d'autres régions du continent et ailleurs.

Le passage aux événements en ligne, en réponse aux restrictions liées à la COVID-19, a amélioré de façon

spectaculaire nos moyens de toucher les différentes parties prenantes et d'élargir notre réseau en Afrique et dans le monde. L'ISS peut désormais compter sur l'expertise d'équipes réparties dans des bureaux sur tout le continent, ce qui lui permet d'approfondir le caractère panafricain de son travail et favorise des collaborations thématiques au sein de l'institut.

Nos événements en ligne attirent un public bien plus nombreux que nos rencontres présentiels. Grâce à la diffusion en direct sur Facebook, plusieurs centaines de participants supplémentaires suivent nos séminaires. Des enregistrements vidéo de tous les événements publics de l'ISS sont maintenant disponibles sur notre site web.

Les événements en ligne n'ont toutefois pas que des avantages. La « Zoom fatigue », apparue en 2021, a fait chuter le nombre de participants, ce qui a conduit l'ISS à se concentrer sur la qualité des événements plutôt que la quantité de retransmissions. Un équipement audiovisuel a ainsi été mis en place dans la salle de conférence de l'ISS à Pretoria afin de pouvoir organiser des événements professionnels hybrides.

**Nos équipes s'efforcent d'identifier les parties prenantes et les personnes influentes et adoptent de nouvelles manières de travailler, notamment la communication visuelle**

Amelia Broodryk, directrice de la communication, ISS

Facebook

**42 698**

abonnés

**774 174**

publications lues

Twitter

**38 448**

abonnés

**6 066 163**

tweets lus

LinkedIn

**51 885**

abonnés

**100**

publications

**66**

séminaires

**706**

interviews avec les médias

**28**

sessions de formation

**1 439 328**

articles *ISS Today* consultés  
+ 20 % par rapport à 2020

**2 783 783**

pages consultées sur le site web  
+ 22 % par rapport à 2020

# Ressources humaines et finances

## S'appuyer sur les enseignements de la pandémie pour repenser notre manière de travailler

En 2021, les défis liés à la COVID-19 ont commencé à peser sur les ressources humaines. Certains membres du personnel ont souffert de problèmes de santé ou de difficultés dues aux circonstances, ce qui a eu un impact sur les relations au travail. Les cadres de l'ISS ont été encouragés à maintenir leurs équipes connectées, impliquées et productives. Pour lutter contre la fatigue liée à la COVID-19, le personnel a été invité à prendre ses congés annuels. L'ISS intégrera les enseignements positifs de la pandémie dans sa gestion opérationnelle. Une politique de télétravail sera élaborée pour promouvoir une éthique de travail productive, favoriser le bien-être individuel et améliorer l'image et l'attrait de l'ISS pour les personnes susceptibles d'intégrer nos équipes.

Un comité d'examen interne a consulté le personnel et formulé des recommandations sur la structure, la culture, les processus et les politiques de l'ISS. L'objectif était de veiller à ce que les moyens d'action de l'institut soient en accord avec les objectifs fixés dans sa stratégie 2021–2025.

## Un département des finances performant et efficace

Le département des finances a révisé l'ensemble des procédures et organisé 11 sessions de formation pour le personnel sur toute une série de questions, notamment les procédures d'utilisation des cartes de crédit, les achats et les bons de commande, les budgets et les versements d'avances, ainsi que la gestion des bailleurs.

L'audit externe 2021 a été validé en mai avec un avis favorable et sans réserve, sans conclusion significative, comportant seulement trois questions de gestion interne. Des économies sur les frais d'audit ont été réalisées dans chaque bureau de l'ISS grâce à un renforcement de l'efficacité et une amélioration des politiques et des procédures.

### Prix spécial d'innovation

Comité d'éthique de la recherche (Lizette Lancaster, Paul-Simon Handy et Akinola Olojo) pour l'amélioration de la rigueur des recherches de l'ISS

### Prix spécial d'excellence

Richard Perry, expert en communication numérique, et T. J. Joubert, responsable informatique, pour la transition en douceur vers des événements en ligne

Michaël Matongbada, chargé de recherche, pour la qualité exceptionnelle du suivi, de l'évaluation et des rapports

# Partenaires de développement

## Forum des partenaires

Fondation Hanns Seidel  
Gouvernement du Canada  
Gouvernement du Danemark  
Gouvernement des États-Unis d'Amérique/USAID  
Gouvernement de l'Irlande  
Gouvernement de la Norvège  
Gouvernement des Pays-Bas  
Gouvernement de la Suède  
Open Society Foundations  
Union européenne

## Financement des projets

Ambassade du Royaume-Uni, Addis-Abeba  
Ambassade de la République populaire de Chine en Afrique du Sud  
Centre de recherches pour le développement international  
Comité international de la Croix-Rouge  
Conseil de recherches en sciences humaines  
Corruption Watch  
Équipe britannique de soutien à la paix (Afrique)

Fondation africaine pour le climat  
GIZ  
Gouvernement de l'Allemagne  
Gouvernement de l'Australie  
Gouvernement de la Confédération suisse  
Gouvernement de la Finlande  
Gouvernement du Japon  
Gouvernement de la Namibie  
Gouvernement du Royaume-Uni  
Humanity United  
Igarapé Inc.  
Institut français d'Afrique du Sud  
Institut international de la paix  
Istituto Affari Internazionali  
Millennium Trust  
Organisation des Nations Unies  
Organisation internationale pour les migrations  
Université de Denver (Pardee Centre)  
Université d'Exeter  
Université de Georgetown  
Wellspring Philanthropic Fund  
World Childhood Foundation



**55 %**  
de personnel  
féminin



**45 %**  
de personnel  
masculin

# États financiers

au 31 décembre 2021

Actifs	2021 R	2020 R
<b>Actifs courants</b>		
Donateurs et autres débiteurs	14 464 405	7 179 994
Impôts courants à recevoir	1 935	219
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 813 569	113 335 601
	<u>108 279 909</u>	<u>120 515 814</u>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles	15 073 080	15 726 462
Immobilisations incorporelles	4 668	23 125
	<u>15 077 748</u>	<u>15 749 587</u>
<b>Total des actifs</b>	<u>123 357 657</u>	<u>136 265 401</u>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Passif</b>		
<b>Passif courant</b>		
Dettes commerciales et autres dettes	17 298 739	14 126 629
Donations reçues à l'avance	88 003 829	103 386 881
Découvert bancaire	587	212
	<u>105 303 155</u>	<u>117 513 722</u>
<b>Passif non courant</b>		
Impôts différés	471 526	605 664
	<u>471 526</u>	<u>605 664</u>
<b>Total du passif</b>	<u>105 774 681</u>	<u>118 119 386</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital de la fiducie	100	100
Réserves	3 474 817	4 200 923
Excédent accumulé	14 108 059	13 944 992
	<u>17 582 976</u>	<u>18 146 015</u>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<u>123 357 657</u>	<u>136 265 401</u>

# État du résultat global

pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

	2021	2020
	R	R
Revenus issus de dons	191 277 977	150 344 457
Autres revenus	5 754 543	10 976 941
Dépenses opérationnelles	(198 068 414)	(159 241 530)
<b>Excédent/(déficit) d'exploitation</b>	<b>(1 035 894)</b>	<b>2 079 868</b>
Produits financiers	568 786	305 096
Charges financières	(16)	0
<b>Excédent/(déficit) avant impôt</b>	<b>(467 124)</b>	<b>2 384 964</b>
Impôt	(151 977)	(295 030)
<b>Excédent/(déficit) de l'exercice</b>	<b>(619 101)</b>	<b>2 089 934</b>
<b>Autres éléments du résultat global :</b>		
Écarts de change sur conversion des activités à l'étranger	(119 145)	429 244
<b>Résultat total global de l'exercice</b>	<b>(738 246)</b>	<b>2 519 178</b>

## Note 1 : Base de préparation

Les états financiers condensés, qui comprennent l'état de la situation financière et l'état du résultat global, représentent un extrait des états financiers consolidés vérifiés de l'Institut d'études de sécurité pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces états financiers peuvent être obtenus sur demande auprès de l'Institut d'études de sécurité, Block C, Brooklyn Court, 361 Veale Street, New Muckleneuk, Pretoria, Afrique du Sud.

Le conseil d'administration de l'ISS assume l'entière responsabilité de la bonne extraction des informations financières à partir des états financiers annuels.

# Conseil d'administration de l'ISS

**Dr Jakkie Cilliers** est en charge du programme « Futurs africains et innovation » au sein de l'ISS et président du conseil d'administration. Il est cofondateur de l'ISS, dont il a été directeur exécutif jusqu'en 2015.

**Cassim Coovadia** est président du Centre d'information sur les risques bancaires en Afrique du Sud. Il est également directeur général de l'Association bancaire d'Afrique du Sud et président du Johannesburg Civic Theatre.

**Professeur Gilbert Khadiagala** est professeur Jan Smuts de relations internationales et chef de département à l'Université du Witwatersrand en Afrique du Sud.

**Sakumzi (Saki) Macozoma** est président non exécutif de Safika Holdings, président de Tshipi e Ntle and Ntsimbintle Mining et membre du conseil d'administration de Volkswagen SA.

**Dr Wendy Ngoma** est présidente-directrice générale d'un cabinet de consultants en gestion et est diplômée du programme d'entrepreneuriat social de l'INSEAD.

**Professeure Maxi Schoeman** est professeure émérite à l'Université de Pretoria. Elle est également professeure invitée au King's College de Londres et membre de l'Académie des sciences d'Afrique du Sud. Elle exerce le mandat de vice-présidente de l'Institute for Global Dialogue.

# Conseil consultatif de l'ISS

S. E. M. l'ambassadeur Saïd Djinnit, envoyé spécial des Nations unies pour la région des Grands Lacs et président du conseil consultatif.

Ibrahima Fall, consultant indépendant basé au Sénégal et ancien représentant spécial des Nations unies pour la région des Grands Lacs.

Mohammed Ibn Chambas, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Frannie A. Léautier, associée et présidente-directrice générale, Mkoba Private Equity Fund, Tanzanie.

Susanne Luther, directrice de la Fondation Hanns Seidel, Allemagne.

Vijay Makhan, consultant indépendant et personne-ressource, Maurice.

S. E. Mme l'ambassadrice Konjit Sinegorgis, ministère des Affaires étrangères, Éthiopie.

Professeure Elrena Van der Spuy, Université du Cap, Afrique du Sud.



### **Crédits d'images**

Amelia Broodryk/ISS, Jacqueline Cochrane, Ollivier Girard/CIFOR, Union européenne, Tiffini M. Jones/US Navy, Sibylle Desjardins/OIM, MINUSMA/Flickr, Ilyas Ahmed/AMISOM, Jonathon Rees/Proof Communication, GCIS/Flickr, Paul Kagame/Flickr, Dame Yinka/Wikimedia Commons et Ornella Moderan/ISS

### **Conception**

Amelia Broodryk



## NOUS CONTACTER

### **ISS Pretoria**

Block C, Brooklyn Court  
361 Veale Street  
New Muckleneuk, Pretoria  
Tél. : + 27 12 346 9500

### **ISS Addis-Abeba**

2<sup>e</sup> étage, Kadco Group building #2  
Ethio-China Friendship Avenue, Addis-Abeba  
Tél. : + 251 11 515 6320

### **ISS Dakar**

4<sup>e</sup> étage, Immeuble Centre Atryum  
Route de Ouakam, Dakar  
Tél. : + 221 33 860 3304

### **ISS Nairobi**

5<sup>e</sup> étage, The Pavilion  
Mwanzi Road, off Lower Kabete Road  
Westlands, Nairobi  
Tél. : + 254 20 237 8475

[www.issafrica.org/fr](http://www.issafrica.org/fr)